

Tract du NPA Toulon: Toute la dette est illégitime ! Refusons de la payer !

[LIRE LE TRACT AU FORMAT PDF](#)



Le principe d'une dette : ceux qui ont besoin de plus d'argent qu'ils n'en ont s'endettent auprès de ceux qui ont plus d'argent que ce qu'il leur faut dans l'immédiat. Les intérêts payés, c'est donc un transfert d'argent vers ceux qui en ont le moins besoin !

L'endettement public

La plupart des Etats se sont endettés de manière croissante depuis les années 70, parce que leurs recettes fiscales sont régulièrement très inférieures aux dépenses publiques. Les créanciers de l'Etat sont en grande majorité, directement ou indirectement, des investisseurs bien nantis. En France, nous payons chaque année plus de 50 milliards d'euros à ces investisseurs, sous la forme des intérêts sur la dette publique. Cette somme est supérieure aux recettes provenant de l'impôt sur le revenu ! Est-il légitime d'accepter un tel transfert des richesses ?

Depuis deux ou trois décennies, les Etats ont fortement réduit les impôts sur les sociétés et autres impôts touchant les plus riches, ce qui a gravement creusé les déficits budgétaires. L'Etat comble les trous dans son budget en empruntant auprès d'investisseurs, au lieu d'imposer plus fortement ces derniers.

Limites des vieilles politiques « de gauche »

Si l'Etat persiste à faire des cadeaux aux riches sur le dos des travailleurs, est-ce seulement pour satisfaire l'avidité de ses amis capitalistes, même au détriment des comptes publics ? Une telle réponse est populiste et simpliste, et impliquerait une sorte de complot entre les gouvernants et le monde des affaires, visant à transférer les richesses des couches populaires vers les classes possédantes. Ainsi, les populistes de droite et de gauche prétendent qu'il suffirait de changer de politique, et de gouverner dans l'intérêt du « peuple », mais ne s'en prennent pas au système capitaliste. Or si,

face à la crise, les politiques des gouvernements de gauche comme de droite sont si favorables à la bourgeoisie et attaquent si durement les travailleurs, c'est parce que dans ce système, ils n'ont pas le choix.

Sous le capitalisme, comme l'activité économique dépend d'investissements privés, les gouvernements bourgeois sont obligés d'assurer les conditions d'une bonne rentabilité du capital : peu d'impôts sur le capital, faiblesse des salaires, « flexibilité » de l'emploi, faibles cotisations patronales... Sinon, les capitaux vont ailleurs ! A l'époque du gouvernement Mitterrand de 1981, les hausses de salaires et des dépenses publiques n'ont pas, comme promis, relancé l'économie par la demande, mais ont dû être abandonnées dès 1983 pour faire place à l'austérité, seule façon de faire revenir les investissements privés. La seule alternative aurait été l'expropriation du capital. Or la crise, en 1981 comme en 2011, a ses causes profondes dans le capitalisme lui-même : on n'en sort pas par la simple relance de la demande.

Paiement de la dette = Austérité féroce

Mais l'austérité qui s'annonce sera bien pire qu'en 83 ! Pour que des Etats hyper-endettés, comme la Grèce, l'Italie, ou même la France, puissent continuer à rembourser, ils sont obligés de mener des politiques d'austérité extrêmement féroces. En effet, pour réduire la dette, l'Etat est obligé, soit de réduire fortement ses dépenses, avec des conséquences sociales dramatiques, soit d'augmenter les impôts : puisque les impôts sur les sociétés et sur les riches font fuir les investissements, il ne reste que la hausse des impôts sur les travailleurs. Ainsi, la Grèce s'apprête à réduire les salaires des fonctionnaires de 25% (après 20% en 2010 !). Mais surtout, les conventions collectives vont être suspendues : les patrons auront les mains libres pour faire chuter les salaires dans le privé.

Il est nécessaire de résister à ces attaques et se battre pour augmenter les salaires en prenant sur les profits, mais sans l'illusion qu'on sortirait ainsi de la crise.

En effet, dans le cadre du capitalisme, la baisse du taux de profit fera fuir les investissements, ce qui entraîne, par les mécanismes du marché, une hausse des taux d'intérêt et donc un gonflement même de la dette.

Non-paiement : expropriation des banques

Si on reste dans le cadre du capitalisme et du « respect de la propriété privée », il ne peut y avoir que des annulations très limitées de dettes publiques, comme le défaut partiel négocié par l'UE pour la dette grecque, associé à un horrible plan d'austérité. (Un tel défaut de paiement serait impossible pour des grands pays comme l'Italie ou la France, dont les dettes publiques valent chacune 5 à 6 fois le total de la dette grecque !).

Pour toute annulation dans le cadre du système, quelqu'un doit payer la facture. Tout ce que les Etats ne feront pas payer aux travailleurs grecs, de peur de leur résistance, ils le feront payer à ceux d'autres pays européennes. Car s'ils faisaient trop payer les banques, ils devraient alors intervenir pour les sauver de la faillite, avec une facture qu'ils feraient encore payer aux travailleurs pour ne pas menacer la « compétitivité de nos entreprises », c'est à dire leur taux de profit.

Des plans d'austérité féroces, détruisant nos acquis sociaux, c'est ce qui nous attend en France, en Italie, en Espagne, et ailleurs, dans le but de réduire les déficits publiques, car c'est la seule manière pour la bourgeoisie de sauver son système monstrueux. Il nous faut organiser la résistance face à de telles attaques, refuser par principe le paiement de toute dette publique, et face à l'effondrement du système bancaire, exiger l'expropriation, sans indemnités ni rachat, de l'ensemble du système financier, ainsi que des entreprises du CAC40, et leur gestion par les travailleurs eux-mêmes en fonction des besoins de la population. Nous ne voyons aucune autre alternative à la barbarie du capitalisme du 21e siècle.

Prenez contact avec nous - NPA Toulon, téléphone : 06 78 80 06 29, e-mail : npatoulon@yahoo.fr

Comité NPA Toulon, le 1 décembre 2011